

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: <https://www.researchgate.net/publication/274690457>

# Projet d'école, projet de société

Article *in* Revue internationale d'éducation de Sèvres · November 2005

DOI: 10.4000/ries.1213

---

CITATIONS

0

READS

109

1 author:



[Juan Carlos Tedesco](#)

National University of General San Martín

106 PUBLICATIONS 1,981 CITATIONS

[SEE PROFILE](#)

# Revue internationale d'éducation de Sèvres

40 (décembre 2005)

L'éducation dans le monde

Juan Carlos Tedesco

## Projet d'école, projet de société

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

### Référence électronique

Juan Carlos Tedesco, « Projet d'école, projet de société », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 40 | décembre 2005, mis en ligne le 17 novembre 2011, consulté le 01 novembre 2012. URL : <http://ries.revues.org/1213>

Éditeur : Centre international d'études pédagogiques (CIEP)

<http://ries.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://ries.revues.org/1213>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© Tous droits réservés

# Projet d'école, projet de société

Juan Carlos Tedesco

La question de l'égalité me semble au cœur des préoccupations contemporaines dans le monde. Elle est liée à l'internationalisation, à la mondialisation et à la globalisation.

Être international, aujourd'hui, c'est être planétaire. Quant à la globalisation, elle pose la question de l'international au sein de chaque pays. La crise de l'État-nation a remis en cause l'idée même de système national d'éducation et de modèle unique. L'accent est mis sur tout ce qui nous sépare aujourd'hui. Les identités sont des identités constituantes, des identités à part entière (religieuses, culturelles...) qui n'acceptent pas la comparaison au sens traditionnel du mot. Mais parallèlement, la demande d'apprendre à connaître l'autre, à vivre avec l'autre, devient un objectif fondamental de l'éducation. Il faut connaître l'autre pour se connaître soi-même.

Au sein de ce monde global, la tendance la plus importante est la tendance à l'inégalité. Nous sommes face à un défi d'ordre éthique, politique. Pour travailler en faveur de l'égalité, il faut vouloir devenir égal et construire une société juste. Sans cette base, la discussion technique n'a aucun sens. Il s'agit bien d'un choix.

Car il existe en effet d'autres courants de pensée. De nos jours en effet, l'inégalité est justifiée par certains. Il n'y a d'ailleurs jamais eu autant de théories à cet égard qu'aujourd'hui, notamment aux États-Unis. *La Belle courbe*, best-seller paru il y a dix ans, présente un ensemble de statistiques tendant à prouver que les résultats scolaires de la population sont liés au capital génétique et donc à justifier l'inégalité à partir d'arguments biologiques. Francis Fukuyama, dans *La Grande rupture*, consacre un chapitre à ce qu'il appelle les « conduites déviantes » (*conducta desviada*) qui, selon lui, regroupent la pauvreté, l'alcoolisme, la dépendance à la drogue, le chômage. À partir de telles analyses, on est très proche d'une justification de l'inégalité en fonction d'arguments naturels.

Cela veut dire qu'il est nécessaire de défendre l'idée d'une société juste. Cette position éthique pour une société juste conduit à la réflexion d'Ulrich Beck sur la façon dont le nouveau capitalisme a modifié la relation entre la science, l'éthique et la politique. Autrefois, on essayait dans les laboratoires de mesurer les conséquences de certains phénomènes avant de les appliquer à la réalité. Maintenant c'est l'inverse. On montre dans la réalité – on crée des enfants artificiels, on fabrique des réacteurs nucléaires – pour connaître les conséquences. La décision de faire l'essai ou non est une question d'éthique.

En matière d'éducation, c'est la même chose : nous devons créer certaines situations avant de savoir comment elles fonctionnent. Mais la décision reste politique.

Cela dit, quelle est l'importance de l'inégalité aujourd'hui? La tendance à l'augmentation de la concentration de la richesse est en effet visible partout dans le monde. Une étude des Nations unies sur la période 1975-2000 et sur un échantillon de 67 pays montre qu'il y a eu réduction de l'inégalité dans 15 % des pays seulement. Partout ailleurs, l'inégalité a augmenté. Ce phénomène est particulièrement sensible en Amérique latine qui est la région la plus inégalitaire du monde : en 1970, l'écart entre les 1 % des plus pauvres et les 20 % des plus riches était de 363. Il est maintenant de 420. On constate en outre aujourd'hui que la croissance économique et la diminution de la pauvreté sont dissociées : il peut y avoir, parallèlement, croissance et augmentation de la pauvreté, croissance et chômage, croissance et exclusion. C'est un problème très grave car ce type de système économique a aussi modifié la possibilité de mobilité sociale. La structure sociale contemporaine est polarisée, constituée d'un ensemble de réseaux au sein desquels chaque unité est plus homogène que la pyramide traditionnelle. Mais entre ceux qui sont à l'intérieur du réseau et ceux qui restent en dehors, l'inégalité et l'écart sont énormes. Les phénomènes d'exclusion que cela engendre doivent être considérés attentivement : l'exclusion, aujourd'hui, ce n'est même plus l'exploitation, c'est l'absence d'exploitation. Le bouleversement est tel que même les repères traditionnels ont disparu : le pauvre d'autrefois n'était pas un exclu comme il l'est aujourd'hui dans les situations où la structure même de la famille a disparu avec l'absence du père, le manque de projets, etc. Cela est important pour nous, éducateurs.

16

Il y a également une grande inégalité en ce qui concerne l'accès aux nouvelles technologies. L'accès à l'information est la clé de la participation sociale. Aujourd'hui, une personne privée de cet accès peut être considérée comme exclue de la société. Le Cambodge compte moins d'un appareil téléphonique pour 100 habitants, tandis qu'aux États-Unis, où habitent 5 % de la population de la planète, se concentrent 50 % des utilisateurs d'Internet. Malgré l'expansion de la téléphonie et de la connectivité, l'écart ne se réduit pas car la pauvreté et le manque d'éducation barrent l'accès aux nouvelles technologies à une partie importante de la population mondiale.

Enfin, c'est l'inégalité en matière d'éducation qui est la plus apparente. Si l'on compare les taux de scolarisation de la population des pays développés, des pays en transition et des pays les plus pauvres, les différences sont énormes. Il y a eu certains progrès et certaines avancées en ce qui concerne l'éducation de base, mais l'écart au niveau du secondaire et du supérieur augmente. Et ce qui est encore plus grave, c'est que cette inégalité en matière d'éducation n'est pas seulement une inégalité entre pays, elle existe au sein de chaque pays. Tout cela conforte une hypothèse formulée par David Cohen dans *La Richesse du monde*,

*pauvreté des nations* : une société centrée sur la connaissance et l'information est davantage inéquitable et génère plus d'inégalités qu'une société centrée sur les ressources naturelles, le capital ou d'autres facteurs traditionnels de production. La base de cette différence provient de l'organisation du travail : le secteur de haute technologie est capable de payer des salaires très élevés parce qu'il emploie très peu de monde, alors que les travailleurs du secteur traditionnel et de celui des services ne peuvent percevoir des salaires convenables car leurs entreprises seraient alors incapables de résister à la concurrence.

Cette évolution de la société est d'autant plus préoccupante qu'elle conduit à une inégalité des résultats des élèves, étroitement liée aux conditions matérielles de la vie de la famille. En dépit des efforts et des sophistications atteints en matière d'analyse statistique, on constate néanmoins que les résultats concernant l'éducation sont liés à des éléments qui se situent hors de l'école. L'école a une faible capacité de compensation, une faible capacité à modifier le déterminisme social des résultats d'apprentissage. Cela ne signifie pas qu'on doit être pessimiste, qu'il n'y a rien à faire. Il convient d'affirmer clairement que l'on fait le choix de construire une éducation placée sous le signe de l'égalité et que l'on veut travailler pour une société juste. Mais cela est un projet global, systémique et pas seulement éducatif. Ce n'est pas l'éducation elle seule qui résoudra ce problème. Il faut construire un projet égalitaire, élément constituant d'un projet de société.

Que peut-on donc faire ? C'est une question vraiment très complexe aujourd'hui, parce que l'on a le sentiment que tout a été fait.

Je prendrais l'exemple le Chili de ces quinze dernières années, après la chute de Pinochet. On constate que tout s'améliore : le pourcentage du produit national brut consacré à l'éducation a doublé (il est passé de 3,5 à presque 7 points), les salaires réels des enseignants ont été multipliés par trois, le nombre d'écoles à temps plein a été augmenté, des ordinateurs ont été installés dans les écoles... Des progrès tout à fait considérables en quinze ans ont été réalisés.

Mais quand on fait l'évaluation des résultats de l'apprentissage des élèves et qu'on analyse l'écart des résultats obtenus par les élèves provenant des familles de classe moyenne, de milieu riche et des pauvres, on constate que rien n'a changé ou presque, alors que le Chili a la volonté politique de diminuer la pauvreté, de construire une société plus équitable, plus égalitaire qu'auparavant. Le manque de résultats peut provoquer un sentiment de déception auprès des hommes politiques responsables de la distribution des ressources budgétaires.

Pour essayer de comprendre la situation, il faut considérer quel a été l'impact des structures et des systèmes dans la classe au sein de l'école. Force est de constater que la classe est restée la même. Entre les cahiers des élèves il y a quinze ans et les cahiers des élèves aujourd'hui, peu de choses ont changé en dépit de l'argent investi. Cela conduit à placer la question de l'enseignant au centre du débat. Quand on parle des enseignants, on parle le plus souvent de

leurs conditions de travail alors qu'il faudrait également tenir compte un ensemble de caractéristiques de leur personnalité, comme l'engagement personnel, la responsabilité pour les résultats, la confiance dans la capacité des élèves... C'est pour cela que dans certains pays, aujourd'hui, on commence à parler – et cela fait souvent naître un malaise – de la « politique de la subjectivité », parce que plusieurs observations ont montré que les écoles et les enseignants capables de modifier le déterminisme social sont des écoles dans lesquelles les enseignants présentent un profil particulier. Ils ont confiance dans la capacité d'apprentissage des élèves, ils sont engagés dans leur réussite. Ils travaillent en équipe, ils sortent de l'individualisme... Toutes ces caractéristiques sont encore bien souvent considérées comme des marques de subjectivité. La grande question est de savoir comment faire naître la confiance. Les résultats du sondage mené sur les nouveaux enseignants en France, publiés par *Libération* en juin 2004, montraient que 60 % de ces nouveaux enseignants ne pensaient pas tous les élèves capables d'apprendre. Au vu de ces réponses, il est possible d'anticiper l'échec scolaire !

La capacité à définir un projet personnel ou institutionnel me semble un élément déterminant car c'est ce qui fait le plus souvent défaut, notamment en ce qui concerne la population la plus pauvre. Une pédagogie centrée sur la capacité à définir des projets est différente de celle qui s'attache à la transmission de l'information, de la connaissance, etc. On peut parler alors d'un certain volontarisme. Mais il revient à l'école de le faire. Même si c'est très difficile, l'école doit être en mesure de résister aux pressions conjoncturelles dominantes, l'enseignant devenant alors un acteur engagé contre la culture dominante, contre l'individualisme, contre les marchés, contre la fragmentation, contre toute une série de tendances, contre certaines demandes des parents... et cela n'est pas facile à gérer.

Si l'on accepte l'idée que l'éducation est un élément qui doit faire partie d'un projet de société, il faut savoir susciter l'enthousiasme, provoquer l'adhésion à un projet politique, éthique. Il faut promouvoir l'engagement. Mais va-t-on travailler seulement avec ceux qui sont enthousiastes ? Va-t-on laisser les autres en dehors ? Va-t-on recruter selon le degré d'adhésion ? Il me semble que l'adhésion ou non à cette conviction est, aujourd'hui, un débat qui doit dépasser une simple position idéologique. La réflexion doit se centrer autour d'un noyau dur qui est la réussite des élèves. La passion pour la connaissance, la passion pour l'égalité constituent, me semble-t-il, la clé de la performance des enseignants.

Ensuite, il nous appartient de travailler, dans le contexte planétaire, international, à la construction d'une société juste et d'une éducation égalitaire. On sait que l'on ne pourra pas sortir des situations nationales sans engagement international. Comment les pays pauvres vont-ils réussir à garantir une éducation de qualité à toute la population sans un engagement international ?

C'est impossible. Mais il faut peut-être alors s'interroger sur la faiblesse des institutions internationales et sur la difficulté à tenir les engagements pris. Cela pose la question du rôle et de la place des Nations Unies qu'il me semble nécessaire de renforcer. De nombreuses décisions de niveau international sont prises sans mécanisme démocratique. La démocratie existe au niveau national mais reste absente au niveau international. Les décisions sont prises de façon technocratique et sans consultation, sans peser les intérêts des uns et des autres.

Enfin, je dirais que si l'on s'intéresse à ce qui se passe dans la classe, il faut revisiter la pédagogie et se demander quelles sont les méthodes et les façons de travailler avec des enfants dont la diversité est grande, avec des enfants en situation de pauvreté. S'il est vrai qu'il n'y a pas de pédagogie pour les pauvres et de pédagogie pour les riches, il est aussi certain que l'on ne peut pas travailler avec chacun de la même façon. Nous devons tenir compte de cela et nous, éducateurs, en sommes parfois loin. C'est à nous de stimuler et d'encourager les innovations pour donner à nos enseignants des réponses techniques. Une fois qu'ils sont engagés, il faut qu'ils puissent travailler et constater que les enfants pauvres peuvent apprendre eux aussi. ■